



Objet : Communiqué de presse

Colombie - un long conflit en voie de résolution ?

47 avenue Pasteur
93100 MONTREUIL
33 (0)1 45 44 48 25
man@nonviolence.fr
<http://nonviolence.fr>

L'annonce le 24 août d'un accord de paix entre le président colombien Juan Manuel Santos et le chef des FARC Timoleon Jimenez, dit Timochenko, pourrait donc conduire à mettre un terme à près de cinq décennies de guerre civile dans ce pays d'Amérique du sud.

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) ne peut que saluer ce projet d'accord. Il résulte en effet d'un compromis patiemment élaboré au long de ces quatre dernières années par les équipes de négociateurs des deux parties. Le président Santos a eu le courage de maintenir le cap vers cet accord alors même qu'une partie de la classe politique colombienne, suivant en cela l'ancien président Uribe partisan d'une guerre totale contre la guérilla, ne le soutenait pas. Même si un certain nombre de points peuvent apparaître comme insatisfaisants ou encore fragiles, ce compromis est encore une fois la preuve que les armes ne peuvent résoudre une situation conflictuelle. Malheureusement, les armes n'ont que trop parlé en Colombie depuis 1964 : 260 000 morts, 45 000 disparus et près de 7 millions de déplacés ! Sans compter les cicatrices qui seront longues à refermer !

Il reste maintenant au peuple colombien, par la voie d'un référendum qui se déroulera le 2 octobre prochain, à valider l'accord conclu à la Havane.

Ensuite commencera sans doute le plus difficile : la mise en œuvre concrète des points de cet accord. Or plusieurs de ces points soulèveront encore de nombreuses questions épineuses, en particulier celui portant sur l'amnistie et le retour à la vie civile des guérilleros dont plusieurs ont été enfants-soldats alors qu'ils n'avaient parfois qu'une dizaine d'années. Ce retour à la vie civile ne pourra faire l'impasse sur la dimension de justice attendue par les victimes de ce long conflit. L'exemple de ce qui s'est passé en son temps en Afrique du sud pourra-t-il être utile ? Ne s'improvise pas Mandela qui veut ! Comme l'affirme Martin Willaume, chargé de mission Amérique latine au CCFD-Terre Solidaire, « *il est crucial d'assurer très rapidement une pédagogie de la paix pour que les accords et leurs contenus puissent être assumés par la société colombienne dans son ensemble* ».

Le MAN, comme le réseau France Colombie Solidarité dont il est membre à travers l'un de ses groupes locaux, souhaite que la France et l'Union européenne contribuent à la crédibilité de cet accord. Elles peuvent contribuer à la lutte contre les filières de blanchiment de l'argent de la drogue et refuser l'impunité pour les sociétés occidentales complices de violations des droits humains. Elles peuvent aussi apporter une aide logistique au gouvernement colombien lors du démantèlement nécessaire des groupes paramilitaires qui œuvraient à la solde des grands propriétaires ou de l'armée colombienne.

Le 6 septembre 2016,
Patrick Hubert, porte-parole du MAN.